# Eminate of

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume 11, numéro 4 • mars 1991

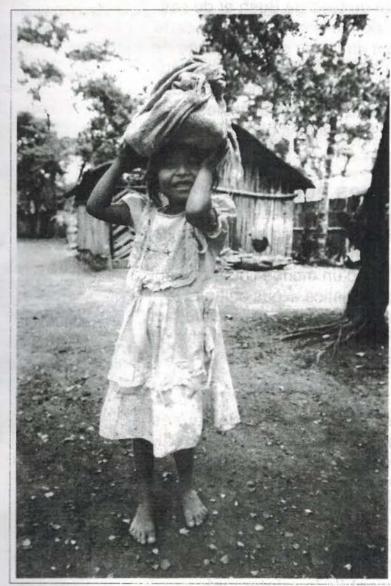


Photo: Daniel Gingras

UNE FILLETTE NOMMÉE «JÉSUS», DU CAMP DE COCALITO, CHIAPAS

« Nous mettons notre espérance dans la sagesse du peuple et non dans les puissants de ce monde »

tiré de la lettre des chrétiens nicaraguayens

# D'ombres et de lumières

#### Si l'Histoire

est effectivement faite d'ombres et de lumières, nul doute que la période actuelle ne se classera pas parmi les plus brillantes. La victoire écoeurante de George Bush et de ses complices nous donne le goût de vomir cette humanité qui jouit du plaisir et du privilège de tuer, d'humilier et de tout détruire... Sans aucun respect pour les cadavres encore chauds, cette humanité bave d'envie devant les faramineux contrats koweitiens qui s'offrent à elle...

#### Quelques éclaircies

viennent pourtant déjouer l'obscurité de nos ténèbres contemporains. L'éclatante victoire de Jean-Bertrand Aristide et du peuple haïtien ranime nos espoirs d'un monde libéré de l'oppression et de l'injustice. Nous saluons le courage et la détermination de ce peuple tant de fois écrasé. Puisse-t-il toujours compter sur notre solidarité...

Le stage au Pérou des femmes déléguées par des cuisines collectives de Montréal est aussi rafraichissant. Cette expérience démontre bien que la solidarité entre les appauvri-es de tous les continents n'a pas de limites. Nous avions bien raison de le proclamer lors du dixième anniversaire de l'assassinat de Mgr. Romero, non, jamais n'arrêteront-ils le printemps!

# Maiti

# Élection du président Aristide

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 16 DÉCEMBRE 1990 SE SONT DÉROULÉES DANS LE CALME. CANDIDAT PRÉSIDENTIEL DE DERNIÈRE HEURE DU FRONT-NATIONAL POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE — FNDC— LE PÈRE JEAN-BERTRAND ARISTIDE L'A EMPORTÉ DÈS LE PREMIER TOUR AVEC 66,7% DES VOIX (RÉSULTATS OFFICIELS DU CONSEIL ÉLECTORAL PROVISOIRE EN FIN DÉCEMBRE, MAIS SUR 50% DES VOTES DÉPOUILLÉS). ELU SOUS LE SLOGAN EN CRÉOLE "TITID AK NOU SE LAVALAS" (ARISTIDE AVEC NOUS C'EST LE TORRENT QUI DÉVALE), CE PRÊTRE DE 37 ANS ÉTAIT DEVENU TRÈS POPULAIRE APRÈS LA CHUTE DE DUVALIER. EN DIFFICULTÉS AVEC SA CONGRÉGATION RELIGIEUSE, IL ÉTAIT POUR LES MACOUTES L'ENNEMI À ABATTRE. SON IDENTIFICATION AUX MILIEUX POPULAIRES TIENT À SON ORIGINE PAYSANNE, SA JEUNESSE, SON TRAVAIL AUPRÈS DES JEUNES ET ENFANTS DE LA RUE, SA LANGUE CRÉOLE — LUI, L'INTELLECTUEL POLYGLOTTE — IMAGÉE ET PROVERBIALE.

Les partis politiques sont pour l'heure assommés et les milieux internationaux précautionneux, voire méfiants. L'avenir dira si le président Aristide fera entrer Haïti dans une phase politique déterminante.

Quant à son statut au regard du droit de l'Eglise, il devrait se clarifier avec sa renonciation temporaire aux fonctions sacerdotales.

Ci-dessous déclaration de la Commission nationale justice et paix sur ces élections "libres, honnêtes et crédibles".

#### Note DIAL

### Déclaration du bureau national de la Commission Justice et Paix

Nous venons, en premier lieu, féliciter le peuple haïtien qui vit ce moment historique dont il est l'acteur et rendre grâce à Dieu, car les élections du 16 décembre répondent au désir du peuple et de l'Eglise si bien exprimé par la pape Jean-Paul II en Haïti: «II faut que quelque chose change ici... Il faut que les pauvres de toute sorte se reprennent à espérer». (9 mars 1983. Présence de l'Eglise p. 55)

1. En effet, des élections libres, honnêtes et crédibles ont pu avoir lieu, pour la première fois de l'histoire d'Haïti. Dans toutes nos déclarations précédentes nous avons souligné la nécessité d'ouvrir un processus de démocratie participative véritable. Aucun changement, disions-nous, ne peut se faire sans la participation du plus grand nombre possible. «Nous deman-

dons la plus large participation populaire. C'est un acte de courage ... car la minorité a clairement manifesté qu'elle méprisait la majorité. Le peuple haïtien va-t-il continuer à courber l'échine jusqu'à ce que la misère l'achève?» (12 octobre 1990)

Ce courage pour la paix, le peuple l'a manifesté partout le dimanche 16 décembre, entre autres dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince où il a peut-être déjoué un piège: ceux qui ne connaissent pas notre peuple le

voyaient déjà violent, en colère, anarchique, cherchant à prendre le pouvoir dans la rue. Or il s'est révélé calme, résolu et capable de démocratie. Personne ne peut désormais remettre en cause cette volonté populaire démocratique. C'est un événement capital.

- 2. Cet événement démocratique a donné à Haïti, pour la première fois de son histoire, le président que voulait la plus grande majorité à la ville, dans tous ses quartiers pauvres et aisés, comme à la campagne. Ceci est une leçon très profonde que les peuples d'Amérique latine, les pays en voie de développement en général vont méditer, surtout après la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, alors que partout, les pauvres ont à réinventer une démocratie dans le cadre d'un Etat de droit pour éliminer les causes de leur appauvrissement dégradant. «Oui, Dieu a vu la misère de son peuple». (Exode 3, 7)
- 3. Toutefois, au-delà d'une euphorie qui ressemble à celle de février 1986, nous voudrions méditer cet événement exceptionnel à la lumière des fêtes de Noël où nous apprenons que la vraie joie naît de la paix. Ces élections signifient la volonté majoritaire de rompre avec le passé et d'ouvrir un avenir en relevant ensemble de lourds défis.
- 4. Rompre avec le passé: le règne de l'arbitraire, du mépris du plus grand nombre, de l'élitisme, de l'injustice structurelle, de la corruption et de la torture qui a fait d'Haïti un pays de misère et de mort, appartient à un temps révolu. Cependant, ce passé récent marque terriblement notre aujourd'hui:
- · les forces anti-nationales et anti-populaires sont tou-

jours là, même si nous apprenons qu'elles ne seront plus protégées comme avant.

 tous ceux qui ont oeuvré d'une manière ou d'une autre pour sortir de la dictature (qu'ils soient salués ici) doivent aujourd'hui se tourner vers l'avenir et ne plus s'accrocher au passé. L'événement du 16 décembre

dépasse la question personnelle de tel ou tel candidat comme la stratégie de tel ou tel groupe ou parti.

5. Préparer un avenir, non sans difficulté pour et avec le peuple haïtien. Comme nous l'affirmions: "C'est tout le tissu social qu'il faut régénérer". Le pays est en ruine, l'Etat haïtien devenu le rouage d'une dictature nous conduit à la catastrophe. En ce temps de Noël et du Nouvel An, que le message biblique nous éclaire. A



tous les fonctionnaires et soldats qui lui demandaient: «Que devons-nous faire pour que ça change?"» Jean-Baptiste répondait: «N'exigez rien de plus que la loi, ne faites violence à personne, contentez-vous de votre salaire» (Luc 3, 10-14). Aux foules, Jean-Baptiste demandait d'apprendre à partager. Que ce message de lumière guide tous ceux, Haïtiens et étrangers, qui interviennent dans les affaires, tous ceux qui tirent profit de structures injustes (cf. Présence de l'Eglise p. 196).

6. Pour ce faire, il faut une véritable volonté politique articulée sur la volonté populaire et la souveraineté nationale. La première tâche répondant à la revendication majeure du peuple haïtien: Justice pour tous. La justice sociale consiste à mettre enfin en oeuvre la Constitution de mars 1987. Depuis trop longtemps le peuple haïtien a été tenu à l'écart de la vie politique. Voilà pourquoi nous lançons un appel à tous les citoyens pour rebâtir et consolider le pays à partir des quartiers et des sections rurales, dans tous les secteurs de la société civile et politique, dans les associations, les syndicats et les partis véritablement démocratiques, pour faire l'apprentissage d'une nouvelle manière d'habiter notre pays sans le mépris, sans l'apartheid de la misère et de l'analphabétisme, sans les

pratiques de marginalisation. C'est dans l'écoute mutuelle, le débat civique et politique, la décision expliquée de façon transparente qu'adviendra cette nouveauté. Les semaines qui viennent sont capitales pour préparer cet avenir politique du pays. Que les autres leaders et partis qui ont déjà beaucoup fait pour la démocratie s'ouvrent à cette problématique nouvelle: re-

bâtir ensemble Haï-

ti.

7. Justice et paix réaffirme son engagement à accompagner le peuple haïtien dans sa quête de libération et de démocratie, spécialement dans le mise en place d'un Etat de droit et la pratique d'une vraie jus-Un travail tice. énorme est à faire. La route est longue et semée d'embûches. Sachons apprendre à travailler ensemble

pour les revendications fondamentales de liberté, de justice et de lutte contre la misère à traduire de façon expliquée et adaptée à la vie de tous. Evitons les pièges de la provocation, de l'impatience, de l'égoïsme sectoriel (cf. Charte fondamentale no 89, Présence de l'Eglise, p.205).

8. Enfin, nous lançons un appel aux pays et institutions amis, à l'opinion internationale, pour que tous continuent d'apporter leur solidarité au peuple haïtien afin qu'il puisse librement trouver lui-même sa voie. A ce propos, nous croyons que de nouvelles formes de solidarité sont à créer au regard de l'extrême dépendance et de l'extrême misère où nous a plongés une si longue dictature. C'est à ce prix que la paix de Noël et les souhaits de la journée mondiale de la paix s'établiront et que le soleil de justice brillera sur Haïti

PORT-AU-PRINCE, 26 DÉCEMBRE 1990

RÉV. P. FREUD JEAN PRÉSIDENT

MGR WILLY ROMELUS SEC. GÉNÉRAL

NECKER DESSABLES SEC. EXÉCUTIF

# Haiti

# Autopsie d'une révolution

PORT-AU-PRINCE, 8 JANVIER.

LA CAPITALE HAÎTIENNE SURPEUPLÉE PARAÎT ÉTRANGEMENT CALME. MAGASINS, BANQUES, RESTAURANTS, TOUT EST FERMÉ. SI CE N'ÉTAIT DE CES SATANÉS TAS DE CENDRE NOIRE ET DE BOUTS DE FERRAILLES ENTASSÉS À CHAQUE CARREFOUR—RÉSIDUS DES PNEUS BRÛLÉS LA VEILLE—ET DONT LA CENDRE SE MÊLE À L'AIR AMBIANT, IMPRÈGNE LES VÊTEMENTS, IRRITE LA GORGE ET NOUS COLLE AUX FESSES, RIEN NE LAISSERAIT DEVINER QUE LE PAYS EST PASSÉ À DEUX CHEVEUX DE LA GUERRE CIVILE.

notoires, les scènes de déchoukaj des macoutes se poursuivent durant deux jours. La foule est maître de la rue. Mais comment en estil ainsi?

Deux jours plus tôt, à 22h 30, Roger Lafontant, cet ancien chef des terrifiants Tontons macoutes (police secrète de Duvalier), prenaît d'assaut le Palais présidentiel avec 13 acolytes, forçait la présidente intérimaire Ertha Pascal-Trouillot à démissionner et se sacraît nouveau président d'Haïti. Son groupe est parvenu à voler un char d'assaut, saccager les bureaux du Conseil électoral provisoire, déjouer 16 gardes présidentiels bien armés et ce, sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. On accuse certains secteurs de l'armée de complicité. Le coup d'Etat semble être couronné de succès.

Mais voilà, Haïti a changé depuis la chute de Baby Doc, Jean-Claude Duvalier. Une nouvelle réalité, négligée par le putchiste, se met à l'oeuvre: Lavallas, le raz-demarée populaire qui, dans l'imagerie populaire, nettoiera le pays de la dictature duvaliériste et instaurera un état de droit.

D'habitude tenue à l'écart des magouilles politiciennes de ses dirigeants, la population pauvre du pays réagit. A 2h, les habitants de Cité-Soleil et autres bidonvilles de la capitale envahissent les rues et commencent à battre la nuit — les gens expriment ainsi leur colère en faisant résonner casseroles, pièces de métal, etc.— et à ériger des barricades de pneus enflammés. A 2h 30, le mouvement s'étend à l'ensemble du pays, c'est Lavallas.

Vers le milieu de la nuit, 70% de la population de Portau-Prince est dans la rue et, armée de machettes, de bâtons, de casseroles, etc., se dirige vers le Palais présidentiel. Ordre est donné par le nouveau président Lafontant de tirer sur la foule. Mais les soldats n'obéissent plus. Coincés, les généraux prennent parti pour la foule et à 8h arrêtent Lafontant.

On connaît la suite: supplice du collier (pneu enflammé autour de la tête), incendies des maisons de macoutes

#### Lavallas : la révolution des démunis

"Haïti vit jusqu'à un certain point sa révolution tranquille, explique Renaud Bernardin, secrétaire particulier (principal conseiller) du président élu le 16 décembre dernier, le père Jean-Bertrand Aristide, sans les moyens du Québec bien sûr. Ses moyens, il devra les créer lui-même."

Or des moyens, il en faudra beaucoup pour rebâtir ce pays exsangue après deux cents ans de pillage et de destruction: 87% d'analphabètes, chômage chronique, mortalité infantile des plus élevées au monde. Haïti partage la même île avec la République dominicaine. Or, entre Haïti et sa voisine, on passe d'un pays sous-développé à un pays moins avancé, de la pauvreté à la misère. Une différence aussi choquante pour le néo-phyte que le passage du Canada à la République dominicaine, elle-même très pauvre.

"Mais surtout, le tissu social est dégradé par des années de corruption, d'injustice et d'abus, explique M. Bernardin. Pour changer cela, Lavallas ne s'appuie pas sur le leadership traditionnel, mais sur les mouvements de jeunes, de paysans, de femmes, les communautés ecclésiales de base. C'est un leadership insaisissable à première vue, mais très efficace."

Lavallas, c'est aussi le charisme exceptionnel du père Aristide, leader de l'Eglise populaire haïtienne, qui s'est attiré 70% des votes le 16 décembre dernier. Aristide, grâce à son refus continuel à pactiser avec la dictature, est devenu en quelque sorte "la conscience anti-macoute" du peuple haïtien. Aux yeux de tous, il est un des seuls politiciens "honnêtes" en Haïti. Les attentes de la population à son égard sont immenses, et plusieurs craignent que, devant les difficultés et les erreurs du prochain gouvernement, la population n'accepte pas d'être déçue.

"Sa force vient toutefois de l'ampleur de la débâcle des autres, ajoute M. Bernardin. Marc Bazin, son adversaire le plus consistant, n'a récolté que 15% des voies. Et pourtant, c'était le parti le mieux organisé, mais à l'occidentale. Une organisation plaquée sur la population, contrairement à Lavallas, et à laquelle la population ne s'identifiait pas."

Lavallas, c'est le véhicule contemporain de la révolution haïtienne qui cherche à rompre avec un passé de dictatures et de violence et d'instaurer un état de droit.

"A la fin d'un gouvernement Aristide, on espère que les gens auront un peu moins faim", de terminer M. Bernardin.

Le 20 janvier dernier se tenait le deuxième tour pour l'élection des députés et sénateurs, caractérisé par une faible participation de la population. D'aucuns en ont alors conclu qu'une fois l'élection du "sauveur" Aristide assurée, les gens se désintéressaient de Lavallas.

Or, la situation n'est pas aussi simple. Le parti d'Aristide, le Front national pour la concertation et le changement, formé à la toute dernière minute, n'a pu recruter qu'une quarantaine de candidats pour les 82 postes de députés et 27 postes de sénateurs à combler. Ces candidats ont presque tous été élus au premier tour.

En arrivant aux bureaux de votes, les gens demandaient "Y a-t-il un candidat du coq?" (symbole de Lavallas). Devant une réponse négative, la plupart rebroussaient chemin et choisissaient de ne pas voter. Il est donc encore trop tôt pour se prononcer là-dessus.

ANDRÉ BÉLANGER

RÉDACTEUR-ADJOINT AU MAGAZINE DE L'IE -DES-SOEURS, IL REVIENT D'UN SÉJOUR DE DEUX SEMAINES EN HAÏTI ET EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DANS LE CADRE D'UN REPORTAGE SUR L'ESCLAVAGE DES HAÏTIENS EN DOMINICANIE. NOUS REPRODUISONS CET ARTICLE AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE L'AUTEUR.

#### Devenez membre du Comité chrétien...

- Vous adhérez aux objectifs de solidarité du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique la tine?...
- Vous souhaiteriez participer démocratiquement à l'élaboration et à la réalisation des orientation de travail du Comité?...
- Rien de plus facile. Devenez membre du Comité et nous vous tiendrons systématiquement au courant des activités du Comité et vous pourrez de plus participer à notre assemblée générale annuelle. Une contribution financière de dix dollars est suggérée. Remplissez le formulaire cidessous et retournez-le au 25, rue Jarry ouest, Montréal, H2P 1S6

| Nom:                  |  |
|-----------------------|--|
| Adresse:              |  |
| Ville et code postal: |  |
| Numéro de téléphone:  |  |

### et soutenez activement la solidarité!



#### Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine «Oscar A. Romero»

Le 6 février 1991.

Aristide, frère, président élu d'Hai ti,

Ton invitation informelle, ton invitation anticipée que lu m'as fait parvenir par l'intermédiaire d'un ami m'a profondément ému. C'est avec beaucoup de discernement que j'ai réussi à dominer mon coeur.

Puis j'ai été, une seconde fois, secout par l'invitation, cette fois formelle, que j'ai reçue d'une autre source amie.

La décision que j'ai prise de décliner ton invitation provoque en moi une douleur et une souffrance proportionnelles à la joie et l'espérance ressenties pour le peuple haïtien et pour toute l'Amérique latine à l'annonce de ton élection incontestable comme président de la République d'Haï ti.

Je ne veux pas que ma présence physique à un acte aussi important que ton avènement au pouvoir puisse le moindrement servir de prétexte aux secteurs mal-intentionnés de l'intérieur et de l'extérieur de l'Église, qui, invoquant de prétendus sectarismes intraecclésiaux, pourraient d'avance vouloir accentuer les conflits au cours de la présidence.

Il me vient évidemment à l'esprit la manipulation immorale du phénomène réligieux du Nicaragua, dont on s'est servi pour attaquer de façon irresponsable une révolution populaire, démocratique et nationaliste, victorieuse sur notre continent, dans laquelle, pour la première fois au cours de l'histoire contemporaine, les chrétiens ont joué un rôle d'une telle importance.

Je te donne l'accolade, frère président, et te félicite d'avoir la valeur d'assumer la présidence en cette heure sombre de l'histoire du monde et de l'Amérique Latine, dans laquelle se profile plus nettement le Seigneur du monde.

Je félicite le peuple haï tien d'avoir donné à notre Grande Putrie et à ma patrie, le Mexique, l'exemple d'élections: elles ont été libres, parlicipatives, transparentes et ont été réellement contrôlées par ton peuple qui t'a oint légitimement par son vote.

Tu dois être heureux et pleinement conscient de deux faits:

« d'une part, cette sage élection populaire exprime le remerciement enthousiaste du peuple pour les longues et intenses années consacrées avec courage à son service, années qui n'ont pas été exemples de contradictions et qui ont été inspirées par l'Evangile;

d'autre part cette élection constitue une grave responsabilité pour loi.

En dépit de ton caractère, de ton statut sacerdotal, pour l'instant temporel et réel, étant donnée la nette absence de ressentiment de la part, éloigné de ton ministère en raison de ton respect des normes canoniques de l'Église, notre Mère, que tu aimes ("Lettre à mes fières et à mes soeurs") avec tous ses défauts, authentique sacrement du Royaume du Dieu de Jésus-Christ, je te souhaite d'imiter ton peuple en sagesse et d'être le conducteur de l'État et du gouvernement, espéré pour le peuple haï tien depuis longtemps.

Je le souhaite particulièrement, en tant qu'homme de bonne volonté et en tant que chrétien exemplaire que lu es, toi qui connais, cultives, suis et annonces la Parole de Dieu, d'exercer le pouvoir public au service du peuple en ne dénaturant en rien ton engagement envers l'Evangile mais, bien au contraire, en le rendant, le remplissant toujours mieux.

Que le Dieu, qui a protègé Paul et l'a délivré de ses ennemis pour qu'il puisse accomplir sa mission, le protège et le délivre, comme tu reconnais qu'il l'a fait jusqu'à maintenant, de façon non pas magique mais providentielle.

Anistide, je promets de l'offrir, autant que je le pourai et de façon permanente, ma solidarité. Que toutes les Eglises chrétiennes, surtout les nôtres, le bénissent et l'accompagnent avec générosité. Ton fière dans le Christ,

> + Yorgio Mondey Shoon Ancien VII Evêque de Cuernavaca

# La paix nous concerne

DEPUIS LE DÉLENCHEMENT DE LA GUERRE DANS LE GOLFE PERSIQUE, DES MILLIERS DE PERSONNES, DES JEUNES EN PARTICULIER, SE SONT LEVÉES POUR MANIFESTER LEUR DÉS-APPROBATION ET RÉCLAMER UN VÉRITABLE PROCESSUS DE PAIX.

Est-ce rêver en couleur? La situation est plutôt dramatique: nous assistons, impuissants, à une guerre de haute technologie, une véritable poudrière dont on ne saurait mesurer les tragiques développements. Vraiment, il y a de quoi frémir et se sentir écrasé! Mais des milliers de personnes refusent de se résigner, de tomber dans le fatalisme. Elles disent non à la guerre, non à une humanité blessée par l'incompréhension et déchirée par la division. Elles continuent de croire à la patience et au dialogue, dans le respect des peuples et des personnes.

De telles réactions sont pleines de santé. Elles refusent que les situations soient bloquées, elles ouvrent des perspectives d'avenir. Alors que la guerre nous laisse voir jusqu'où peut aller la haine, la violence et la soif de domination, les manifestations pacifiques nous révèlent ce qu'il y a de bon dans le coeur humain. Et dans la foi, nous pouvons discerner l'action de l'Esprit-Saint continuant de semer l'amour et d'activer en nos coeurs le désir de la paix.

Loin de nous abattre, la situation présente nous interpelle. Elle nous presse de développer un sens plus aigu de la solidarité humaine, solidarité qui se fonde sur la dignité de chaque personne. Elle nous invite à travailler pour la justice, à soutenir les pays du Tiers Monde dans des projets de libération. Malheureusement, nous nous surprenons à nourrir des préjugés: nous verrouillons les autres dans nos jugements tout faits. La violence s'infiltre aussi dans nos jugements tout faits. La violence s'infiltre aussi dans notre quotidien: violence verbale, violence psychologique, violence physique. Nous ne sommes pas toujours prêts à faire la vérité et engager un véritable dialogue.

Pour que la paix se réalise, il faut la vouloir et prendre les moyens. Il faut accepter de changer certai-

nes attitudes et faire confiance au pouvoir de l'amour. Ce qui suppose d'abord un changement du coeur. Dans la prière, demandons au Seigneur de "changer notre coeur de pierre en coeur de chair" (cf. Ez 36, 26).

Par ailleurs, la vigilance s'impose devant l'information massive que nous fournissent les médias. Elle risque de nous entraîner dans une psychose de guerre et nous faire perdre de vue les enjeux humanitaires d'un tel conflit.

Nous sommes appelés aussi à nous joindre aux hommes et aux femmes véritablement pacifiques pour implorer et instaurer la paix. De façon précise, à l'occasion des messes dominicales, j'invite les communautés chrétiennes à signer des pétitions à l'intention de nos dirigeants politiques. Qu'ils ne s'enferment pas dans une dynamique de guerre, mais continuent de chercher des voies de dialogue et d'élaborer des plans de paix.

Disons-nous bien que la volonté collective de nonviolence est peut-être le chemin le plus sûr vers la paix. Rappelons-nous enfin que la paix est un don de Dieu. Le projet de Dieu est un projet de paix et d'harmonie entre les peuples. Déjà, dans plusieurs paroisses, des chrétiens et chrétiennes se sont rassemblés dans la prière. De telles initiatives me réjouissent. Intensifions cette prière pour que soit entendu l'appel pour une paix durable! Car "la guerre est une aventure sans retour" (Jean-Paul II).

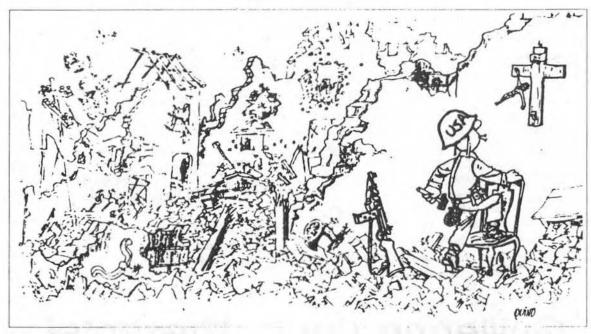
Veuillez croire en mon amitié "dans la tendresse de Jésus-Christ".

> + RAYMOND SAINT-GELAIS ÉVÊQUE DE NICOLET



Tiré du NATIONAL CATHOLIC REPORTER du 24 février 1984

# Déclaration des théologiens de la libération de l'Amérique latine devant la présente guerre au Moyen-Orient



AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES AU PAPE JEAN PAUL II
AU CONSEIL MONDIAL DES EGLISES
À LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
AU PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
AU PRÉSIDENT DE L'IRAK
À TOUS LES PEUPLES DU MONDE.

Au nom du Dieu de la vie et en celui de nos martyr-es assassiné-e-s dans la lutte pour construire la PAIX.

Nous, théologiens chrétiens engagés pour la libération de nos peuples, en ces moments où, sur la terre natale d' Abraham-dont une même foi en lui nous réunit juifs, chrétiens, musulmans- plusieurs milliers de personnes meurent à cause de la guerre, nous voulons unir notre voix brisée de douleur à celle de plusieurs frères de tous les pays du monde pour crier NON à la guerre.

Nous voulons dire clairement, que la guerre n'est pas aujourd'hui le recours ultime. Aucun motif ne peut aujourd'hui justifier une agression militaire. Aucun organisme international ne peut aujourd'hui entériner la guerre.

Au nom du Dieu de la vie nous demandons et exigeons que cesse l'agression militaire, que se termine la guerre.

Avec le Pape Jean Paul II et plusieurs autres leaders et organismes nous demandons maintenant une conférence internationale pour affronter tous les problèmes du Moyen-Orient parce qu'à ce moment de l'histoire, Dieu exige et nous indique la négociation comme seule che-

min. Vingt ans de négociation sont préférables à un seul jour de guerre.

Ce NON à la guerre veut faire place à la négociation, aujourd'hui d'autant plus validée entre toutes hypothèses puisque dans ce cas-ci, selon les paroles de Jean Paul II: "On a échangé du sang contre du pétrole". Parce qu'au fond c'est ce dont il s'agit: Obtenir à tout prix le contrôle occidental pour les ressources pétrolifères du Moyen Orient, raison qui prétexta de même la création de l'Etat du Koweit.

Pour cela, nous dénonçons la double morale avec laquelle ont agi le gouvernement des Etats-Unis et l'ONU, celle-ci sous la pression de celui-là:

Le silence devant le non respect par Israël des résolutions successives de l'ONU pour qu'il abandonne les territoires palestiniens occupés et l'usage non restrictif de la violence pour déloger l'Irak du Koweit; le silence devant l'invasion de Panama et l'autorisation de l'usage de la force avant l'invasion irakienne du Koweit.

Au moment où l'humanité prend conscience de la précarité de l'équilibre écologique et de la nécessité de respecter la terre - patrimoine commun de génération en génération et maison sacrée dans laquelle nous sommes invités et frères - les gouvernements qui ont initié la guerre sont en train de lui causer des torts irréparables, aveuglés par leur ambition de domination et de richesse.

Devant cette hécatombe, nous, théologiens en fraternité avec les chrétiens pauvres de l'Amérique latine, voulons exprimer notre solidarité avec nos soeurs et nos frères musulmans pauvres de cette région du monde — maintenant en danger de mourir dans une guerre injustifiable que jamais ils n'ont voulue ni décidée.

Egalement, nous voulons tendre, dans la joie, notre main amie à tous ceux et celles qui continuent de lutter — aux Etats-Unis, en Europe, en Israël, dans les pays arabes et dans le reste du monde — pour la paix véritable du Dieu d'Abraham, le Dieu de la vie des musulmans, des chrétiens et des juifs .

"Plus jamais une nouvelle guerre" ( Paul VI, ONU, 1966 )

!! Shalom, Salam, Paix, !!

PETROPOLIS (BRÉSIL), 25 JANVIER 1991

SIGNATAIRES :
LEONARDO BOFF, JOSÉ OSCAR BEOZZO, ENRIQUE DUSSEL,
CLODOVIS BOFF, PABLO RICHARD
ET 40 AUTRES THÉOLOGIENS DE LA LIBÉRATION.

# Guillermo Ungo, !Presente!

TOUTES LES PERSONNES AMIES DE LA LUTTE DU PEUPLE SALVADORIEN SONT EN DEUIL, UNE FOIS DE PLUS. GUILLERMO UNGO, LEADER DE L'OPPOSITION POLITIQUE AU EL SALVADOR, EST DÉCÉDÉ LE 28 FÉVRIER 1991 DES SUITES D'UNE MALADIE. LE EL SALVADOR PLEURE UN DE CES COMBATTANTS LES PLUS FIDÈLES POUR LA JUSTICE. AU COURS DE SES TRENTE ANNÉES DE VIE POLITIQUE, GUILLERMO UNGO S'EST DÉVOUÉ ENTIÈREMENT, AVEC LUCIDITÉ, PAS-SION ET INTELLIGENCE, À LA CAUSE DE SON PEUPLE. TANT À L'INTÉRIEUR DE SON PAYS QU'AU NIVEAU INTERNATIONAL, IL JOUISSAIT D'UNE TRÈS GRANDE CRÉDIBILITÉ ET D'UN RESPECT CERTAIN. A LA VEILLE DES ÉLEC-TIONS DU 10 MARS 1991 AU EL SALVADOR AUXQUELLES LA CONVERGENCE DÉMOCRATI-QUE, DIRIGÉE PAR GUILLERMO UNGO, PARTI-CIPE, NOUS SOUHAITONS DE TOUT NOTRE COEUR QUE LE DESSEIN DE JUSTICE, DE PAIX ET DE LIBÉRATION PORTÉ PAR CE GRAND HOMME POLITIQUE SE RÉALISE ENFIN!



Ces trois passine
tirées de la dette sont
de la dette sont
tirées d'un excellent
document produit
document produit
document produit
document produit
document produit
document produit
document pour la
s'affranchir le
"S'affranchir le
"S'affanchir le
"S'affranchir le
"S'affanchir le
"S'affranchir le
"S'affranchir

# SDETTE CONTRE LE

#### LA CRISE DE LA DETTE: HUIT ANS DÉJÀ

Le 13 août 1982, le Mexique annonce qu'il ne peut remplir ses engagements de remboursement à ses créanciers étrangers. La crise de la dette du Tiers-Monde éclate au grand jour. À ce moment, la dette extérieure des pays en développement s'élève à environ 600 milliards S.

#### HUIT ANS PLUS TARD, CETTE DETTE A PLUS QUE DOUBLÉ : 1 320 MILLIARD S !

Pourtant, entre 1982 et 1988, les pays du Sud ont versé, en remboursement de capital et intérêts, 830 milliards \$ aux pays du Nord. Ces remboursements, loin de réduire la dette, semblent avoir eu le résultat contraire!

Les grandes banques et institutions du Nord se sortent plutôt bien de la crise. Les populations du Tiers-Monde s'y enfoncent! Les nombreuses solutions et plans mis en oeuvre depuis 1982 ont visé d'abord à protéger le système financier international et à assurer que les pays débiteurs continuent à rembourser.

Les mesures de rééchelonnement de la dette ont constitué la principale « solution » à laquelle ont eu recours les banques. Le rééchelonnement reporte à une période plus lointaine l'échéance de la dette. Il réduit de ce fait la charge annuelle : mais la dette court sur un plus grand nombre d'années. Au total, ces mesures ont contribué, du fait de l'accumulation des intérêts, à gonfler la dette totale du Tiers-Monde.

S'endetter pour payer la dette... Le comble de l'absurde a été atteint. Pendant ce temps, les ressources manquent pour le développement. La crise de la dette contribue à diminuer les activités commerciales du Sud avec nos pays.

En mars 1989, le secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, Nicolas Brady, reconnaissait que les pays endettés ne pourront honorer toutes leurs dettes. Il invitait les banques à consentir aux pays débiteurs une réduction de leur dette et à leur accorder de nouveaux prêts: tout cela afin de contribuer à une relance des activités économiques dans les pays endettés et donc de leurs achats auprès de nos pays! Mais l'ensemble de la communauté bancaire internationale a reçu plutôt froidement le plan Brady.

#### QUEL SERA LE PROCHAIN PAS DES GRANDES BANQUES ET DE

NOS GOUVERNEMENTS?

La « prochaine solution » ne fera-t-elle que prolonger un processus qui continue à vider le Sud de ses rares ressources... et à assurer aux banques d'ici de substantielles rentrées?

Ou allégera-t-elle enfin le fardeau d'une dette qui pour le Tiers-Monde, n'est pas un « chiffre comptable » mais une grande souffrance et un obstacle au développement?

#### PAYER LA DETTE OU FINANCER LE DÉVELOPPEMENT?

Aucune solution au problème de la dette n'est envisageable tant que le système qui a engendré la dette continue de produire ses effets. Dans un univers où est inacceptable la marginalisation de pays ou de populations entières, la dette est aujourd'hui l'outil et le révélateur d'un système qui maintient les pays dans la dépendance et permet l'asservissement des peuples. Le règlement du problème de la dette, les politiques d'ajustement renvoient au seul vrai problème, celui du développement et de son financement...



#### RAPPEL

#### MAIS D'OÙ VIENT TOUTE CETTE DETTE?

#### **III LA PRESSION DES BANQUES**

Dans les années 1970, les grandes banques commerciales du Nord sont gorgées de dollars. Elles cherchent très activement à placer ces dollars dans le Tiers-Monde où les projets de développement sont nombreux. Elles offrent alors de « bonnes » conditions

(intérêt à 5-6 %). Elles ne regardent pas trop à la valeur des projets ni aux garanties offertes à long terme par les débiteurs. C'est ainsi que de 1974 à 1980, la dette du Sud passe de 150 à 456 milliards \$.

#### III LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

Autour des années 1980, sous la poussée des taux américains, les taux internationaux d'intérêt sautent au-dessus de 20 %. C'est à ce moment qu'éclate la crise de la dette. La hausse des taux d'intérêt à cette épo-

que aurait contribué à 20 % de la dette totale actuelle... et cela, sans que les pays du Tiers-Monde ne soient moindrement en cause dans une hausse qu'ils ont dû subir complètement.

#### ■ LA CHUTE DES PRIX DES PRODUITS EXPORTÉS PAR LE TIERS-MONDE

Depuis le début des années 1980, les prix des exportations du Sud ne cessent de tomber. Pétrole, métaux, produits agricoles : tout y passe. Au moment donc où le TiersMonde doit accroître ses paiements au service de la dette, ses revenus chutent dramatiquement.

#### **III** LES DÉPENSES MILITAIRES

D'après divers estimés, les dépenses faites aux fins d'armement dans le Tiers-Monde (mais ces armes ont été achetées aux pays

du Nord le plus souvent) constitueraient environ 15 % de la dette extérieure totale du Tiers-Monde.

#### LA CORRUPTION ET LA FUITE DES CAPITAUX

Enfin, les argents utilisés à des projets de développement « pharaoniques » (éléphants blancs) ou somptuaires, sans retombées sociales et économiques pour les populations, et les capitaux détournés par des dirigeants vers des comptes ou des investissements dans les pays du Nord représenteraient 30 % de la dette du Tiers-Monde.

#### POURQUOI LE TIERS-MONDE SE TROUVE SANS RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT?

- Le remboursement de la dette :
- la corruption et la fuite des capitaux (placés à l'étranger) pratiquées par les dirigeants et élites du Tiers-Monde;
- le protectionnisme des pays riches;
- les prix des exportations du Tiers-Monde : à leur plus bas depuis 60
- la stagnation de l'aide au développment accordée par les pays riches;
- la diminution des prêts des banques au Tiers-Monde.



#### UN MONDE À L'ENVERS LE SUD FINANCE LE NORD

En 1988, les pays du Sud ont reçu 50 milliards \$ en aide au développement.

Mais, la même année, le paiement, du Sud au Nord, pour les intérêts sur la dette extérieure s'est élevé à plus de 100 milliards S.

Et ce n'est pas tout. Le protectionnisme des pays riches (qui empêchent maints produits du Tiers-Monde de pénétrer leurs marchés) et les très bas prix des produits exportés par les pays du Sud ont provoqué un manque à gagner de quelque 100 milliards \$ également. Enfin, les banques du Nord – qui ont tant prêté au Sud dans les années 1970 – ne lui prêtent presque plus maintenant.

Résultat net de toutes ces opérations: depuis 1983, il y a plus de ressources financières qui vont du Sud au Nord que du Nord au Sud! Le Tiers-Monde finance le développement des pays riches!

#### LES PAYS LES PLUS ENDETTÉS DU TIERS-MONDE

#### TRANSFERTS NETS DE CAPITAUX (EN MILLIARDS)

|  | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | Total  | 1989 et 1990<br>(estimé) |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------------|
| Flux financier du Nord<br>au Sud (y incluant aide<br>au développement) | 110    | 98,5   | 103,3  | 92,5   | 91,5   | 96,0   | 592,0  |                          |
| Service de la dette des<br>pays du Tiers Monde                         | 111,28 | 119,46 | 130,51 | 135,17 | 145,38 | 162,51 | 804,31 |                          |
| Transferts nets<br>du Sud au Nord                                      | 1,     | 21,0   | 27,19  | 42,70  | 53,88  | 66,54  | 212,37 | 100                      |

(Source: Percy Mistry, Université d'Oxford, Angleterre, à partir des World Debt Tables de la Banque Mondiale)

#### DETTE GLOBALE DU TIERS-MONDE: ÉVOLUTION (EN MILLIARDS S)

| 1980 | 1988  | 1989  | 1990  |
|------|-------|-------|-------|
| 575  | 1,284 | 1,290 | 1,319 |

(Banque Mondiale, Actualités, décembre 1989)

La dette extérieure des pays du Tiers Monde représentait 27% de leur PNB en 1980. Fin 1988, elle représentait 50% de leur PNB.

|                 | Mil                    | liard | s \$ U.S.                  |
|-----------------|------------------------|-------|----------------------------|
| Brésil          | 123,9<br>108<br>107    | \$    | (1987)<br>(1988)<br>(1989) |
| Mexique         | 107,8<br>100,4<br>96,3 |       | (1987)<br>(1988)<br>(1989) |
| Argentine       | 57,6                   | \$    | (1989)                     |
| Indonésie       | 52,5                   | \$    | (1987)                     |
| Inde            | 46,3                   | \$    | (1987)                     |
| Corée<br>du Sud | 40,4                   | \$    | (1987)                     |
| Egypte          | 40,2                   | \$    | (1987)                     |
| Vénézuela       | 29,0                   | \$    | (1989)                     |
| Philippines     | 29,9                   | \$    | (1987)                     |
| Chili           | 18,8                   | \$    | (1989)                     |
| Pérou           | 17,0                   | \$    | (1989)                     |
| Colombie        | 16,5                   | \$    | (1989)                     |

(Sources: Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1989; Latin American Weekly Report, Londres, 21/12/89)

# Nicaragua Les chrétiens sociaux et la crise du socialisme

LES CHRÉTIENS NICARAGUAYENS FAVORABLES AU RÉGIME SANDINISTE SONT SOUS LE CHOC DE DEUX ÉVÉNEMENTS POLITIQUES IMPORTANTS: LA PERTE DU POUVOIR PAR LE GOUVERNEMENT SANDINISTE AUX ÉLECTIONS DE FÉVRIER 1990 ET L'EFFONDREMENT DES RÉGIMES COMMUNISTES DE L'EUROPE DE L'EST. IL Y A DEUX ANS, CE GROUPE DE CHRÉTIENS AVAIT AMORCÉ UNE PREMIÈRE RÉFLEXION CRITIQUE. LA RÉFLEXION À LAQUELLE IL SE LIVRE AUJOURD'HUI VA BEAUCOUP PLUS LOIN EN RAISON DU CHANGEMENT RADICAL DE CONTEXTE POLITIQUE.

Dans leur lettre pastorale de novembre 1979 sur "l'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau", les évêques nicaraguayens avaient ouvertement invité les chrétiens à "ne pas laisser passer (...) cette occasion, exigeante certes mais unique, de concrétiser le choix prioritaire des pauvres". Onze années plus tard, ces chrétiens déclarent que "le prétendu triomphe du capitalisme" ne rend aucunement caducs ni "l'impératif évangélique" du "choix des pauvres" ni la nécessité d'une "utopie politique" seule susceptible de le concrétiser socialement.

CI-DESSOUS, TEXTE DU 16 NOVEMBRE 1990 SIGNÉ PAR 148 PRÊTRES, RELIGIEUX ET RE-LIGIEUSES ET PAR 233 ANIMATEURS LAÏCS DE COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES AU NICARA-GUA. \*

#### Pour rendre compte de l'espoir qui est en nous, lettre d'encouragement à notre peuple

Nous, soussignés chrétiens nicaraguayens, nous appliquons à interpréter à la lumière de la foi, les événements historiques récents. Au cours des derniers mois, nous nous sommes adonnés assidûment à la réflexion et à la prière. Aujourd'hui, nous avons résolu de partager modestement avec vous le fruit de notre recherche, dans l'espoir que cette méditation sereine faite dans la foi, vous aide à découvrir vous aussi, la volonté de Dieu sur nous tous en ce moment de l'histoire.

Au cours des derniers mois, la situation mondiale a profondément changé. Le mur de Berlin est tombé. Le bloc de l'Europe de l'Est s'est effondré. Le temps de la guerre froide est terminé. Le système capitaliste s'affiche comme "triomphateur".

Au Nicaragua également, après les élections du 25 février 1990, nous avons vécu des changements substantiels. Un nouveau gouvernement a pris le pouvoir

sous le signe de l'entreprise privée et du néo-libéralisme.

Cette situation est connue de tous, aussi n'allons-nous pas nous attarder davantage à sa description.

#### Réflexions sur la situation.

Dans notre réflexion personnelle ou communautaire il est évident que de graves questions se sont posées à chacun d'entre nous:

Est-ce la fin de toute possibilité d'une issue socialiste? Est-ce qu'avec lacrise de l'Europe de l'Est, il n'y a plus de chemin possible vers le socialisme?

Par ailleurs, qu'arrive-t-il à la révolution nicaraguayenne? Devrons-nous apprendre, dans la résignation, à vivre avec l'Empire? L'heure est-elle passée des révolutions anti-impérialistes?

Et aussi: l'Eglise des pauvres dans laquelle nous avons vécu en grande espérance notre foi et notre marche à la suite de Jésus, est-ce une aventure impossible?

Nous allons essayer de répondre à ces questions.

#### a) Au plan mondial, la crise du socialisme

Il est pour nous étrange d'entendre dire que le premier monde interprète la crise de l'Est comme étant le "triomphe du capitalisme" car ici, dans le tiers monde, ce dont nous faisons l'expérience séculaire c'est l'échec du "capitalisme réel", l'humiliation et la mort des masses. On nous force à rester attelés à l'échec du capitalisme: la décennie des années quatrevingts est unanimement qualifiée de "décennie perdue", qui nous a ramenés vingt ans en arrière. Nous ne

voyons nulle part le "triomphe du capitalisme" quand, du Rio Grande del Norte à la Patagonie, la situation empire jour après jour et nous fait côtoyer l'explosion sociale. Pour en rester à notre Amérique centrale, nous posons la question: le capitalisme a-t-il triomphé au El Salvador, là où les gouvernements ont reçu le soutien des Etats-Unis? A-t-il triomphé au Guatemala, là où le peuple est aujourd'hui dans une situation pire que jamais et réduit au silence comme jamais?

Vu de notre Amérique latine où - conformément aux données de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de juillet dernier - plus de 183 millions de Latino-américains (44% de la population) vivent en état de pauvreté, dont 88 millions (plus d'un sur cinq Latino-américains) dans l'indigence ou pauvreté extrême, nous ne pouvons ignorer que le socialisme, en dépit de toutes ses déficiences, a gagné la révolution contre la famine et a répondu aux besoins de base des masses, même si, par ailleurs, il n'a pas su s'ouvrir à la révolution des libertés.

C'est vrai que le capitalisme fait croître l'économie des puissants, mais c'est aux prix des pauvres rendus plus pauvres. Les interventions continues du capitalisme international (Fonds monétaire international, Banque mon-

diale, Banque inter-américaine de développement, etc.) dans nos pays avec leurs fameux "ajustements" ne font qu'imposer à nos peuples latino-américains leur logique néo-libérale égoïste: donner à une minorité la possibilité de créer des entreprises compétitives et lucratives, tout en imposant aux masses de renoncer à la satisfaction de leurs besoins de base.

Et on entend justifier tout cela sous l'étiquette de la "démocratie". Comme si la démocratie se réduisait au marché libre. Comme s'il n'y avait pas de salut en dehors des mesures économiques et politiques néolibérales. Comme si la "démo-cratie" ne signifiait pas "gouvernement du peuple". Pour notre part, dans le tiers monde, nous voyons chaque jour plus clairement que, avec ou sans façade démocratique, le capitalisme est ennemi des pauvres et profondément antidémocratique.

Nous avons le droit de rêver d'un monde autre que celui qu'on veut nous imposer. Nous avons le devoir de rêver et de chercher à le faire devenir réalité. Ce n'est

pas le socialisme qui est fini, c'est une de ses formes (un modèle imposé de l'extérieur, édifié du haut vers le bas, autoritaire, non respectueux des libertés, etc.). Nous n'avions jamais considéré cette forme de socialisme comme un modèle pour nous. En ce sens, nous sommes heureux que les peuples de l'Est européen aient franchi une étape vers de nouvelles formes de liberté. Nous pensons aussi que l'histoire reste ouverte à des formes nouvelles de socialisme.



#### b) Au plan nicaraguayen, la crise de la révolution

Certains interprètent le résultat des élections du 25 février au Nicaragua comme la fin de la révolution, comme la fin du projet des pauvres, comme l'heure de la résignation devant l'Em-

pire et le prétendu triomphe du capitalisme. Que fautil en penser?

Le 25 février n'a pas été un 19 juillet à l'envers: (1) cela n'a pas été la défaite de la révolution, mais l'affermissement du choix démocratique fait par le peuple après la victoire sur la dictature. Le 25 avril (2) a marqué la consécration du caractère démocratique de la révolution. C'était la première fois qu'un président nicaraguayen remettait l'écharpe présidentielle à un autre président selon une procédure constitutionnelle et démocratique.

Pour nous il est clair que la révolution n'a pas échoué: elle a été étouffée. Nous n'avons pas eu une seule année de paix pour la reconstruction. Ce furent dix années de guerre fomentée par le pays le plus puissant de la terre, dix années de blocus commercial, de pressions économiques, de guerre idéologique et religieuse... Il n'a aucunement été démontré —pour tout observateur honnête—que cette révolution était en soi non-viable; simplement "on n'a pas laissé s'accomplir" cette révolution. Le pays le plus fort de la terre, de nombreuses institutions religieuses, la bourgeoisie nationale et internationale se sont coalisés pour harceler jusqu'à l'épuisement —par le sang, par la famine et par "la satanizacion"— le projet des pauvres.

Nombre de ceux qui ont voté le 25 février en faveur du choix contre-révolutionnaire avaient été, dans les années antérieures, des révolutionnaires enthousiastes. Peut-être cet enthousiasme ne correspondait-il pas à une conviction profonde. La guerre d'agression, la famine imposée et la "satanizacion" religieuse ont réussi à les faire changer d'avis. Nous comprenons parfaitement la situation désespérée de beaucoup de Nicaraguayens. Nous ne sommes pas tous de la trempe des héros. Nous rappelons cependant qu'en dépit de tout, le choix partisan le plus important et le plus solide a été le choix révolutionnaire.

En toute hypothèse, à la vue des résultats électoraux, ce sont les pauvres et tous ceux qui avaient fait avec eux une alliance d'espoir et de combat, qui ont perdu le gouvernement au Nicaragua. Avec les pauvres nous aurons désormais à exercer notre "pouvoir populaire" à partir d'en bas. Dans une démocratie le moindrement vraie, en effet, tous ont un rôle à jouer et un droit à participer, que ce soit à partir d'en haut ou à partir d'en bas. Etre démocrate suppose la volonté de participation et la liberté de participation.

Etre démocrate ne veut pas dire se laisser asservir par les mesures décrétées contre le peuple par le nouveau gouvernement: baisse du pouvoir d'achat, des salaires, licenciements massifs, chômage, restitution d'exploitations à des propriétaires terriens et à des oligarchies somocistes, privatisation des entreprises d'Etat au profit des puissants, coupes draconiennes dans le budget des prestations sociales... Ces mesures s'inscrivent dans l'avalanche qui s'abat sur notre continent de la part du capital contre le travail, du Nord contre le Sud, des puissants contre les faibles, de l'Empire contre les peuples.

Les changements effectués au cours des dix années passées sont menacés, mais ils sont encore là: la

réforme agraire, la Constitution, l'Etat de droit, l'accès des plus pauvres à l'éducation et à l'université, la gestion plus partagée de la culture, la croissance des mouvements populaires, la prise de conscience du peuple, le sens de sa dignité... Ce qui était juste, le reste. Ce que nous avons conquis doit être défendu. Le combat continue.

Dix années exceptionnelles ont pris fin. Le fait que le gouvernement soit à nouveau aux mains de le bourgeoisie n'est pas une raison pour se décourager. Notre peuple est rentré dans l'opposition, comme le sont et l'ont été pratiquement tous les peuples d'Amérique durant toutes ces années.

#### Perception dans la foi de ce moment de l'histoire

Deux systèmes et deux conceptions du monde s'opposent. Il est important de comprendre la bataille qui se livre.

Le capitalisme repose sur l'égoïsme individuel (selon l'affirmation de ses propres pères fondateurs) et sur la civilisation de la violence (la survie du plus fort). C'est pourquoi les puissants se sentent à l'aise dans ce système et demandent une totale "liberté" de mouvement. Qu'il n'y ait pas d'autre loi que celle de la jungle ("sauve-qui-peut): le marché libre du travail, la libre entreprise, la libre concurrence, le libéralisme, le néolibéralisme... Il est logique que, dans la jungle des égoïsmes, le gros poisson dévore le petit. Les riches deviennent toujours plus riches aux dépens des pauvres toujours plus pauvres. Les 183 millions de Latino-américains plongés dans la pauvreté sont le fruit de ce système social.

Le socialisme est la tentative de changement de ce système en une société juste et solidaire. Cela ne peut se faire que par la limitation des abus de la "liberté". La liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres. Le socialisme interdit la liberté de voler (même si c'est en gants blancs), d'exploiter, de déposséder les petits, d'accaparer de façon immodérée. Logiquement, dans une société ainsi réglementée, il y a davantage de justice. Il y a aussi moins d'attrait pour l'égoïsme individuel: il n'est plus si facile de voler, d'exploiter, de déposséder, d'accaparer, d'exclure... Les puissants ne s'y sentent plus à l'aise. Ils prétextent qu'il n'y a plus de "liberté". Ils disent qu'il faut "libéraliser", assouplir", "privatiser" l'économie.

Il est évident qu'un projet de type socialiste ne peut

aller de l'avant que grâce à une mystique (qu'elle soit d'ordre éthique, politique ou religieux), étant donné qu'il ne peut plus compter sur l'attrait de l'égoïsme individuel. Il est spontanément plus "motivant" de s'occuper de la propriété individuelle plutôt que de la propriété collective; de travailler pour soi plutôt que pour la communauté; de se tourner sur soi plutôt que vers le bien commun. Personne ne naît avec un coeur "socialiste". L'égoïsme est, pour nous tous, plus facile. C'est en partie cela le péché originel. Ce n'est donc que par un rude effort de dépassement que nous parvenons à être des hommes nouveaux.

Aussi pour nous, du point de vue de la foi, capitalisme et socialisme ne sont-ils pas simplement deux systèmes socio-économiques équivalents en soi, qu'il ne faudrait juger qu'en fonction de leur rendement économique. Le premier joue sur la complicité facile de l'égoïsme et de la violence. Le second représente précisément l'édification laborieuse de l'homme nouveau. C'est pourquoi nous ne sommes ni scandalisés ni déçus par les résistances et les difficultés qui surgissent sur sa route.

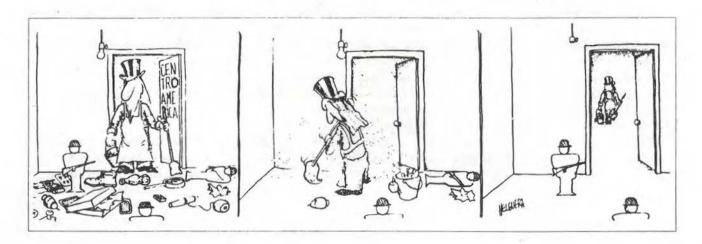
Tout cela n'est pas synonyme de refus des failles réelles, des péchés commis dans la construction du socialisme. Dans le cas de l'Europe de l'Est la chose est désormais parfaitement claire. La bureaucratie, le désintérêt, l'autoritarisme, le dogmatisme, la rigidité, le manque de créativité, la peur de la liberté, l'absence d'une saine concurrence sociale, la corruption, l'inefficacité sont autant de démonstrations de l'échec de la formule concrète du socialisme de l'Est européen.

Cependant le problème de fond demeure: celui de la mystique. La crise de l'Est européen montre à l'évidence que tout projet socialisant, comme forme prati-

que d'édification sociale de la fraternité, sera toujours difficile, plus difficile que le projet égoïste du capitalisme. La crise que nous traversons actuellement montre que l'humanité n'est pas encore mûre pour l'organisation de la société dans un sens vraiment fraternel. L'égoïsme comme moteur social reste encore le plus fort. Il faudra un mûrissement accru de la conscience sociale. C'est bien pourquoi nous ne devons pas nous étonner des résistances rencontrées sur la route, ni de l'opposition de l'impérialisme à la libération des peuples.

Concrètement, pour ce qui est du harcèlement de notre révolution nicaraguayenne, il importe de constater qu'en cette fin de XXe siècle, le droit de la force l'emporte encore sur la force du droit. Les puissants du monde capitaliste international ne sont nullement disposés à tolérer qu'un pays, aussi petit soit-il comme le nôtre, puisse échapper à son filet.

Mais cela ne signifie pas que nous soyons arrivés à "la fin de l'histoire". L'humanité n'est pas encore arrivée à maturité. Il reste beaucoup à faire. Ce serait plus commode s'il n'y avait plus de résistances et que tout avance sans difficultés. Il est aujourd'hui plus facile de penser qu'il n'y a pas d'issue et de s'avouer vaincu. La vérité—celle qui nous rend libres (Jn 8, 32), c'est qu'il est du devoir de tout homme et de toute femme bien nés de se battre pour le dépassement du système social bâti sur l'égoïsme et la violence. Dans la foi, nous ne pourrons jamais accepter que le capitalisme constitue le dernier mot en la matière, "la fin de l'histoire". L'accepter ce serait renoncer à l'utopie du Royaume (Is 11, 6-9) et nier que Dieu est le Seigneur de l'histoire (1 Co 15, 25-28); Ap 1,8; 21, 6-8). Il ne faudra plus insister sur les chemins qui se sont révélés impraticables. Il faudra inventer des chemins nouveaux. Mais l'idéal — l'utopie — continue devant nous.



Nous devons aller de l'avant. Avec une espérance sans faille.

Les valeurs de l'Evangile Inspirent notre action et nous soutiennent dans ce combat. La parole de Dieu confirme les croyants, avec de nouveaux motifs, dans le fait que tous les hommes sont égaux en dignité et appelés à vivre en frères, ce qui rend intolérable l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation de certains peuples par d'autres peuples.

A la lumière de l'Evangile, le capitalisme est également Intrinsèquement mauvais parce que tous les peuples sont frères et aucun d'eux n'a à dominer et à exploiter les autres; parce qu'ils ont tous droit à vivre libres et souverains, dans l'autodétermination et dans la dignité; parce que les plus petits sont en droit d'être plus scrupuleusement respectés et favorisés.

A la lumière de l'Evangile, le dépassement du capitalisme et de l'impérialisme est pour nous la volonté de Dieu, l'élément essentiel de son dessein créateur de nouveaux cieux et d'une terre nouvelle où réside la justice (2 P 3, 13; Ap 21, 1; Is 65, 17 ss; 66, 22).

Le choix des pauvres a un fondement théologal. C'est Dieu lui-même qui choisit les pauvres en tant qu'Individus, minorités, classes ou peuples. En chacun de ses "frères les plus petits" (Mt 25, 40), le Seigneur continue de nous juger. C'est un impératif évangélique que de choisir les pauvres. Parce que nous voulons imiter Dieu qui nous a aimés le premier, qui a fait le choix des pauvres et qui s'est fait pauvre en Jésus. Et parce que nous voulons faire nôtre le choix de Jésus pour les pauvres (Lc 4, 16 ss). Voilà pourquoi nous ne pouvons capituler devant le projet des puissants de ce monde sur la base d'un prétendu "triomphe du capitalisme". Nous voulons professer notre foi dans l'obéissance à l'Evangile, y compris en matière sociale, idéologique et politique.

Le royaume de Dieu est déjà parmi nous. Cependant pas encore là. Tous les efforts que nous avons faits pour construire un monde plus juste et plus fraternel sont déjà présence du Royaume. Notre combat pour la dignité et la justice, l'héroïsme manifesté, le sang versé pour la souveraineté et la libération au Nicaragua comme dans l'ensemble du continent, tout cela est aussi présence du Royaume ici et maintenant. Un Royaume qui s'accomplira dans la gloire de la terre nouvelle, la Jérusalem céleste (Ap 21, 2) vers laquelle nous sommes nécessairement en marche (He 11, 13-16; 12, 22-24), en dépit de possibles échecs de second ordre ou de reculs historiques partiels. Ce n'est pas

encore la fin de l'histoire.

Le peuple de Dieu de l'Ancien Testament avait lui aussi connu la fatigue dans le désert. Il avait eu la nostalgie des oignons d'Egypte. Il s'était traîné longuement dans le désert. Il avait adoré le veau d'or. Il s'était méfié de Moïse et avait désespéré de la terre promise. Mais Dieu avait marché avec lui, devant lui, dans la nuée et la colonne de feu, en lui ouvrant la route, en le rassurant dans les moments plus difficiles et en le tournant vers de nombreux horizons. Tout au long de son histoire la puissance brute des empires successifs avait à plusieurs reprises plongé Israël dans le désespoir. Mais dans le coeur du peuple la prophétie de l'espérance est toujours restée vivace. C'est la même que nous devons raviver en nous. Avec Paul, nous sommes nous aussi "préoccupés mais non désespérés, défaits mais non anéantis" (2 Co 4, 8-10).

#### Face à l'action

#### a) Ce que nous avons à élaborer autrement.

Evidemment, nombre de certitudes qui étaient tenues pour "scientifiques" doivent être révisées. La réalité a contredit de nombreuses hypothèses, de nombreuses interprétations, de nombreuses théories. Pour être honnêtes envers la réalité nous devons accepter dans l'humilité les enseignements de l'expérience.

La foi ne nous donne pas de formules socio-économiques ou socio-politiques. Simplement elle nous éclaire dans leur recherche. Comme chrétiens nous avons à collaborer dans la recherche de voies nouvelles, avec application et créativité. La foi et l'espérance doivent nous donner la force de tenir le coup et d'aider les autres à faire de même dans les obscurités et les perplexités qui nous attendent probablement dans les années à venir quant aux éventuelles issues sociales, économiques et techniques ouvrant sur demain... C'est aux petits que le Seigneur a révélé les secrets du Royaume futur (Lc 10, 21; 1 Co 1, 26-28); c'est pourquoi nous mettons notre espoir dans la sagesse du peuple et non dans les puissants de ce monde.

Nous devons reconnaître nos failles, nos péchés. L'homme nouveau n'existe pas encore pleinement au Nicaragua. L'homme nouveau ne se décide pas sur décret ni par simple changement des structures. En dehors du harcèlement dont notre révolution a fait l'objet, nous avons notre part de responsabilité dans son échec électoral: chez nous aussi il y a eu de la

bureaucratie, des manques de générosité et de dévouement, un éloignement par rapport aux gens les plus modestes, une absence de coeur vraiment socialiste, une mise en oeuvre de l'autorité davantage comme pouvoir que comme service, une survivance des mentalités individualistes et solidaires.

L'essentiel de notre révision doit être la conversion permanente. Reprendre la marche, une fois encore, en direction de l'homme nouveau toujours à faire (Ep 4, 17-24; Col 3, 5-11).

#### b) Les raisons de notre espérance et de notre fidélité

Nous sommes à l'heure de la fidélité. A l'heure de vérifier qui était avec les pauvres par "sûreté scientifique" et qui l'était par foi en la validité de leur cause, et dans notre cas également par foi en Jésus.

C'est l'heure de l'approfondissement du lien entre la foi et l'engagement avec les pauvres, entre la foi et la lutte révolutionnaire. De nombreux chrétiens nicaraguayens ont participé à l'insurrection et à la construction de la révolution, mais tous n'ont pas mûri leur engagement dans la perspective de la chrétienne. foi Nombre d'entre eux ont simplement pris le train des vainqueurs et se sont laissé porter par l'euphorie du moment ou par l'opportunisme. L'heure est venue de retrouver nos racines, le fondement de la foi chrétienne qui nous a conduits à l'engagement.

De nombreux militants qui faisaient inconsciemment reposer leur engagement révolutionnaire sur la garantie "scientifique" de l'avancée inéluctable de la société socialiste sont aujourd'hui découragés et n'ont plus de base sur laquelle s'appuyer. Dans ce temps d'incertitude, comme chrétiens, nous trouvons dans la foi une infinité de raisons d'espérer, les yeux fixés sur Jésus (He 12, 2), fermes jusqu'au bout (Ap 2, 10), "comme si nous voyions l'invisible" (He 11, 27). Nous devons transmettre à nos frères cette contagion de l'espérance.

Comme chrétiens nous choisissons les pauvres non point parce qu'ils seraient les vainqueurs de demain, mais parce que leur cause est juste et parce que c'est la nôtre. En Jésus, Dieu a été rejeté par l'Empire et par les puissants d'Israël, mais Jésus est resté fidèle à la cause jusqu'à la mort. Une cause juste ne cesse pas de l'être parce qu'elle a été défaite par les puissants.

Primer Mundo

Tital Made

Tiré de MADRES DE PLAZA DE MAYO, juin 1989

Le Seigneur ne nous a pas garanti un succès historique, mais un accomplissement eschatologique (Mt 28, 20). Il est évident que nous voulons construire son Royaume ici, dans l'histoire, le plus tôt possible, et que nous brûlons d'impatience de sa venue (Ap 22, 17-21), comme Jésus (Lc 11,2). Il est évident que nous nous réjouissons quand le Seigneur renverse les puissants de leurs trônes et élève les humbles, comme Marie (Lc 1, 46-55). Cependant, pource qui est de "l'heure des ténèbres" (Lc 22, 53), nous nous interrogeons dans notre abattement: "Père, pourquoi nous as-tu abandonnés?" (Mt 27,

46). "Il y a un temps pour tout" (Qo 3, 1-8): l'histoire a ses hauts et ses bas. Ses chemins ne sont pas nos chemins (Is 55, 8-11). Mais la foi nous donne l'éclairage permettant de déchiffrer la secrète présence de Dieu dans l'histoire, présence qui fait laborieusement mûrir l'histoire dans le sens de l'avenir glorieux du Royaume que nous attendons et dont les prémices nous ont déjà été accordées dans le Christ ressuscité (1 Co 15, 20-23; Ap 1, 17-18; Col 1, 18).

Nous appelons les militants et tous ceux qui luttent sur ce continent, spécialement ceux de notre patrie, à garder fermement leur foi combative. Nous leur demandons vivement d'aider leurs compagnons à renouveler leur mystique et à redécouvrir les raisons de leur espoir militant, plus urgent que jamais.

Nous avons le droit de continuer à rêver. Nous avons l'obligation de continuer à rêver. Nous continuerons de rechercher les formules concrètes pour rendre l'utopie viable. "Le socialisme 'réel" (imposé, autoritaire, non démocratique) est mort. Vive le socialisme utopique (populaire, humaniste, démocratique)!" Nous continuerons de nous battre passionnément pour notre utopie: la terre pour les paysans, le travail pour les chômeurs, le pain, la santé, l'éducation pour tous. Car II est venu pour que nous ayons la vie, la vie en abondance (Jn 10, 10).

Peut-être est-ce maintenant, plus que jamais, "I'heure des chrétiens" en Amérique latine. Car de nombreux socialistes et révolutionnaires qui mettaient leurs espoirs dans leurs sécurités doctrinales et scientifiques sont aujourd'hui déconcertés. D'autres, qui faisaient reposer leur choix des pauvres sur l'assurance d'une victoire imminente, sont découragés, D'autres enfin, les opportunistes se tournent déjà vers le néo-libéralisme "triomphant"... Mais nous, les chrétiens, nous connaissons la fidélité de Jésus au Dieu des pauvres alors même que l'horizon s'était fermé et que l'Empire le crucifiait. Nous connaissons aussi la fidélité de Dieu à Jésus puisque, même quand il semblait l'abandonner, il ne l'a pas fait; il lui a, au contraire, donné le nom qui est au-dessus de tout nom (Ph 2, 9-11) et l'a constitué Seigneur de l'histoire (Col 1, 15-20) Aussi avons-nous plus d'une raison de nous battre et de maintenir l'espérance. L'Amérique latine et l'ensemble du tiers monde attendent beaucoup des chrétiens en ce moment crucial. C'est un kaïros (3) pour les chrétiens latino-américains, pour nous aussi, les Nicaraguayens, qui sommes placés au carrefour géopolitique qu'est notre patrie.

Nous ressentons avec de plus en plus d'urgence l'an-

tique obligation de prêcher les valeurs radicales de l'Evangile au sein de notre société mondiale qui se voit imposer un système foncièrement égoïste et matérialiste. "Ne vous modelez pas sur le monde présent, mais que le renouvellement de votre jugement vous transforme et vous fasse discerner quelle est la volonté de Dieu, ce qui est bon, ce qui lui plaît, ce qui est parfait" (Rm 12, 2).

Nous appelons tous les chrétiens, tous ceux qui pensent comme nous, comme ceux qui ne partagent pas notre façon de voir, à revenir à ce qui est le coeur de l'Evangile: la Bonne Nouvelle pour les pauvres. Dieu et l'Evangile n'ont pas changé. Ils sont fidèles. Le royaume de Dieu est proche. Convertissons-nous et croyons à l'Evangile (Mc 1,15).

Soeurs et frères, telles sont les raisons de notre espérance (1 P 3, 15) que nous voulions vous faire partager. Soyez fidèles comme lui l'a été, le Témoin fidèle (Ap 2, 10-13).

MANAGUA, LE 16 NOVEMBRE 1990, POUR LE PREMIER ANNIVER-SAIRE DE L'ASSASSINAT DES SIX JÉSUITES ET DES DEUX EM-PLOYÉES DE L'UNIVERSITÉ CENTRO-AMÉRICAINE DE SAN SALVA-DOR.

SIGNÉ PAR

148 PRÊTRES, RELIGIEUX ET RELIGIEUSES APPARTENANT AUX HUIT DIOCÈSES DU NICARAGUA ET À TRENTE-SEPT CONGRÉGA-TIONS ET INSTITUTS RELIGIEUX AINSI QUE PAR 233 DÉLÉGUÉS DE LA PAROLE ET ANIMATEURS DE COMMUNAUTÉS CHRÉTIEN-NES DE L'ENSEMBLE DU PAYS.

- \* C'est no us qui avons souligné tout au long du texte.
- (1) 19 juillet 1979, victoire des sandinistes sur Somoza.
- (2) 15 avril 1990, passation des pouvoirs présidentiels à Mme Violeta Chamorro.
- (3) Mot biblique synonyme de "temps favorable".

# Échange de cuisines collectives

La popote solidaire

ELLES SONT FEMMES ET ELLES SONT PAUVRES. LES UNES VIVENT AU NORD, À MONTRÉAL, ET LES AUTRES AU SUD, À VILLA EL SALVADOR, UN BIDONVILLE EN BANLIEUE DE LIMA AU PÉROU. ELLES NE SE CONNAISSENT PAS ET POURTANT, LEUR RÉPONSE À LA MISÈRE EST LA MÊME: S'UNIR ET CUISINER COLLECTIVEMENT.



Tiré de NATIONS SOLIDAIRES, hors-série nº 1, septembre 1990

Un jour, celles du Nord, qui n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements dans l'organisation de cuisines collectives, apprennent que leurs consoeurs au Sud possèdent une longue expérience dans ce domaine. C'est alors qu'elles se mettent à rêver de partir à la découverte des trésors du Pérou. Seules, elles en étaient incapables. Mais ensemble, tout est possible.

Elles forment alors un comité "rêves" et, après deux ans d'efforts et de nombreuses campagnes de souscription, douze femmes déléguées par différentes cuisines collectives à Montréal partent. Pour une des rares fois dans le monde de la solidarité, des femmes de la base d'ici rencontrent des femmes de la base de là-bas.

*Ici l'Amérique latine* a rencontré une des voyageuses, Gertrude Lavoie des Cuisines collectives d'Hochelaga-Maisonneuve.

I.A.L.: Comment les Péruviennes vous ont-elles accueillies?

Gertrude Lavoie: Très simplement, avec beaucoup de chaleur, même si au début, ç'a été plutôt impressionnant. C'est que nous sommes arrivées en plein congrès des Associations de femmes de Villa El Salvador. Il y avait là 800 ou 900 femmes et enfants, et on nous a fait monter sur la scène. Elles nous ont applaudies, nous ont posé des questions, nous ont fait chanter et danser. et puis après, ç'a été la fiesta, jusqu'à cinq heures du matin!

Malgré la langue, on finissait toujours par se comprendre. Je me souviens d'une rencontre avec la Fédération des femmes de Collique, une villa pas trop loin de Villa. On était assises, gênées, jusqu'à ce qu'on se mette à parler des hommes. C'a n'a pas été long qu'on s'est dégênées! (rires) Là-bas comme ici, les hommes n'aiment pas trop que leurs femmes s'impliquent dans des organisations féminines.

Qu'est-ce qui vous a le plus frappé en arrivant à Villa El Salvador?

La pauvreté. Même si je m'y attendais, ç'a été un choc pour moi. C'est bien pire que tout ce que j'ai vu au Nicaragua en 1982, par exemple. Villa El Salvador, c'est un immense bidonville. La misère s'étend à perte de vue. Je n'avais jamais vu ça. Et la chose la plus pénible, c'est le manque d'eau. Villa est en plein désert, c'est une ville faite de maisons accrochées à des montagnes de sable.

Malgré cela, j'ai été frappée par leur joie de vivre, par la richesse et la force de leurs organisations. Ici au Québec, on vit isolé, on cache notre pauvreté. Là-bas, on la fête: en 15 jours, on a eu droit à trois fiestas!

On dirait, à vous entendre, qu'elles passent leurs journées à fêter...

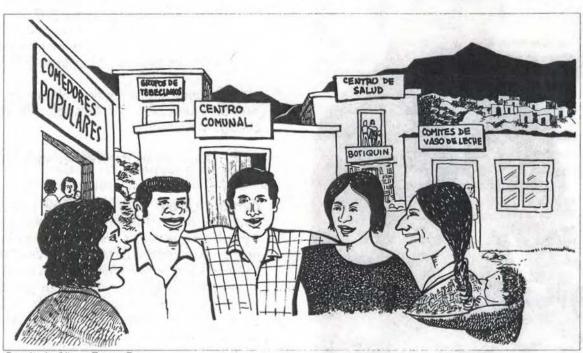
Mais pas du tout! A ma grande surprise, ce sont des gens très bien organisés et efficaces. Cing femmes le choix de cuisiner collectivement. C'est une question de survie, une manière d'arriver à manger convenablement à tous le jours.

N'étaient-elles pas un peu surprises d'apprendre qu'il y avait des pauvres même dans le Nord?

Et comment! Elles avaient beaucoup de peine à comprendre pourquoi on devait se résoudre à cuisiner collectivement. Pour elles, le Nord c'est le paradis. On aura au moins réussi à démystifier cela. Peut-être même que quelques-unes pensent que c'est pire chez nous qu'au Pérou.

N'exagérons rien...

Ce que je veux dire, c'est qu'elles trouvaient cela épouvantable qu'on fasse congeler nos repas pour les manger plus tard, Elles pensent qu'il faut être extrême-



Dessin de Gilmer Torres R.

sont en mesure de préparer un repas de 125 ou 150 portions, et elles recommencent à chaque jour. Et elles font tout cela avec rien: un petit poêle à kérosène à deux ronds, deux grosses marmites et des mauvais couteaux. On a bien essayé de les aider, mais en réalité, on nuisait plus qu'autre chose. Tout est récupéré au maximum. Même les eaux usées servent à faire pousser les jardins.

Contrairement à ici, où on ne cuisine que la dernière semaine de chaque mois, à Villa, les femmes n'ont pas ment pauvres pour en être réduits à manger ses aliments froids. On a bien essayé de leur expliquer la raison, mais avec notre mauvais espagnol, je ne sais toujours pas si ce malentendu a été clarifié. Quand on est parties de Villa, des femmes nous ont encore souhaité de ne plus devoir manger congelé...

Et maintenant, qu'est-ce que vous allez faire?

Ah! mon Dieu... Je vais sûrement prendre le temps de fêter un peu plus, de faire plus de récupération, de tout utiliser au maximum moi aussi. C'est une manière d'être solidaire avec elles qui n'ont rien. Mon implication avec Développement et Paix aussi va se poursuivre. Et surtout, je veux continuer à en parler, le plus possible. C'est très important.

De plus, on a rapporté des cartes de Noël qu'elles ont faites, et on espère les vendre et leur renvoyer l'argent. Mais surtout, on a maintenant des amies là-bas. Pour notre départ, une femme nous a reçues dans sa maison de carton, où elle était installée depuis deux ans. Elle a même pris la peine de sortir les quelques chaises et meubles qui lui servaient de mobilier pour nous faire de la place. Malgré leur pauvreté, elles ont donné un petit cadeau à chacune d'entre nous. C'était émouvant.

Cela nous fait réfléchir sur la qualité de l'accueil qu'on porte aux autres. Après ce voyage, on va essayer de développer de plus en plus de liens avec les autres femmes qui cuisinent collectivement ailleurs à Montréal. Cela aussi, c'est de la solidarité.

Qu'est-ce que cette expérience vous a apporté en tant que femme?

Je crois qu'on a écrit une page dans l'histoire des femmes avec ce voyage. J'ai réalisé qu'ici comme làbas, les femmes sont beaucoup porteuses du mouvement collectif. Peut-être que c'est à cause du fait qu'elles doivent s'occuper des enfants et donc des choses vitales comme la bouffe et la santé. C'est formidable de voir qu'ici comme là-bas, en s'impliquant collectivement, les femmes peuvent retrouver leur fierté. Elles font avancer la société par leur travail, ici et làbas.

Faire la cuisine seule, ce n'est pas valorisant. Mais le fait de cuisiner en groupe redonne un sens à un travail qui est après tout primordial

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ BÉLANGER
CET ARTICLE EST TIRÉ DU NUMÉRO DE JANVIER 1991
DU JOURNAL ICI L'AMÉRIQUE LATINE, PUBLIÉ PAR LE SQAL

-U.

#### Même cœur, mais pas même portefeuille...

Être pauvre n'a pas la même signification selon qu'on vive au Pérou ou en Amérique du Nord. Pour les femmes de Villa El Salvador, la survie tient presque du miracle. Nous avons établi ce que coûtait, pour une famille de cinq personnes, un même panier d'épicerie quotidien acheté au Pérou ou aux États-Unis en novembre 1990. Comparez!

| Aliments   | Prix au Pérou  | Prix aux É   |
|--|--|--|
| 10 petits pains<br>Café maison<br>2 litres de lait<br>Beurre<br>500 g de sucre<br>100 g de fromage   | 0, 40 \$<br>0, 15 \$<br>1, 40 \$<br>0, 10 \$<br>0, 25 \$<br>0, 60 \$                               | 2, 04 \$<br>0, 20 \$<br>0, 90 \$<br>0, 32 \$   |
| 2 kg de nouilles<br>500g de vlande<br>Boîte de sauce tomate<br>Epices<br>500g de patates<br>5 bananes<br>Sel<br>5 limes<br>Hulle<br>Thé<br>Papier hygiénique | 2, 00 \$ 1, 40 \$ 0, 60 \$ 0, 60 \$ 0, 10 \$ 0, 25 \$ 0, 25 \$ 0, 25 \$ 1, 10 \$ 0, 25 \$ 0, 50 \$ | 2, 70 \$ 1, 70 \$ 0, 20 \$ 0, 20 \$ 0, 69 \$ 1, 00 \$ 0, 35 \$ 1, 00 \$ 0, 45 \$  0, 25 \$ |
| TOTAL par jour   | 10, 20 \$  | 12,00\$  |
| TOTAL par mois   | 316, 20\$  | 372,00\$   |
| Salaire mensuel moyen  | 65, 00 \$  | 640,00\$   |
| DIFFERENCE   | -251, 20 \$  | +268,00\$  |

# Une rencontre avec Jorge Santiago S. \*

PAR CLOTILDE LEMAY

«JE VAIS ESSAYER DE RÉPONDRE TOUT D'ABORD À LA QUESTION QUI SE RAPPORTE AU PROGRAMME NATIONAL DE SOLIDARITÉ ET À SA RELATION AVEC LA BANQUE MONDIALE.»



Le camp de réfugié-e-s guatémaltèques de Via Cocalito, Mexique. Photo : Daniel Gingras

#### Aspects positifs du programme et pauvreté

«Le programme national de solidarité répond fondamentalement à la détérioration réelle des conditions d'extrême pauvreté dans lesquelles vit le peuple mexicain. Des renseignements très importants que la Secrétairerie des programmes et finances de l'État mexicain a révélés, joints à une analyse très profonde et très bien élaborée par la Banque mondiale sur la marginalisation, font que le programme national de solidarité se présente comme une réponse à la situation d'extrême pauvreté où vit la majorité du peuple mexicain.

- «Les renseignements fondamentaux sont les suivants:
- 18% des foyers mexicains reçoivent moins que le

#### salaire minimum

- seulement 29% de la population concentre entre ses mains 50% de toute la richesse du pays
- 6% des familles vivent dans une pauvreté extrême
- 50% des familles ne peuvent se procurer les biens de consommation indispensable
- 33 millions de personnes ont une alimentation qui se situe au-dessous des normes minimales établies
- 90% de la population rurale n'atteint pas ces mêmes normes
- à la campagne, la consommation de protéines ne rejoint même pas 10% de la population
- la pathologie de la pauvreté affecte plus de 50% des enfants
- l'acquisition de produits d'origine animale a été réduite de 50%
- 31,7% de la population atteint une consommation où



Le camp de réfugié-e-s guatémaltèques de Via Cocalito, Mexique. Photo : Daniel Gingras

la carence cesse d'être dangereuse

- l'espérance de vie chez les paysans est de 50 ans
- le Service de santé institutionnel s'occupe de 64% des citadins, principalement dans les centres urbains importants
- il y a 4 millions d'analphabètes

«La Banque mondiale elle-même a déclaré deux états de la république mexicaine comme étant les zones les plus pauvres d'Amérique latine: l'état de Chiapas et celui de Oaxaca. (Il faut aussi considérer que) l'état de Guerrero, quelques zones du district fédéral de l'état de Mexico, une partie des régions de Michoacán et des régions de Jalisco sont atteints par cette problématique de pauvreté extrême même si c'est au sud que sont concentrés les indices les plus élevés.

"De toute façon, ces taux de pauvreté peuvent s'appliquer à la nation en général et ce sont eux que le programme national de solidarité essaie de couvrir dans une recherche de solidarité de la part de ceux qui possèdent la richesse avec les plus démunis. C'est cette vision qui a justifié l'engagement de sommes d'argent considérables à travers la Banque mondiale pour réaliser une série de programmes qui vont de l'éducation à la santé, de même que des appuis à

certains programmes culturels, que vont des structures jusqu'à des crédits à l'économie.»

### Mais . . . programme de solidarité ou programme de contrôle?

«Mais il y a d'autres éléments qu'on doit considérer. Le Mexique possède un gouvernement qui n'est même pas légitime, en ce sens qu'il a sans cesse été dénoncé à cause de la fraude électorale qui l'a porté au pouvoir. De toute façon, la prise de position du gouvernement actuel a commencé par une série de programmes qui avaient été proposés par le gouvernement antérieur, à savoir une intégration de l'économie du pays à l'économie des États-Unis afin d'arriver à un traité de libreéchange avec ce pays et aussi avec le Canada. Il s'agissait d'obtenir un marché commun du Nord et dans la logique de ce traité, de créer des conditions afin que des investissements étrangers puissent se réaliser au Mexique et que les capitaux qui ont quitté le pays y reviennent. Cherchant une réponse à une crise économique qui dure déjà depuis 1982 et une réponse à la dépendance à cause de la dette extérieure, ce gouvernement prétend présenter un projet de modernisation alors qu'il s'agit en fait d'un projet de reprivatisation, où la dépendance s'accentuera encore davantage. Il



Le camp de réfugié-e-s guatémaltèques de Via Cocalito, Mexique. Photo : Daniel Gingras

semble oublier que cela pourrait, à la longue, compromettre la souveraineté nationale à travers les investissements étrangers lors de la vente des entreprises. Cela pourrait favoriser les possibilités d'interventions dans des questions importantes pour le pays, comme la sécurité nationale, étant donné qu'il s'agit de passer des ententes, d'établir des relations entre la police des États-Unis et la police du Mexique, à cause des problèmes du commerce de la drogue. Mais il ne peut pas non plus être détaché de la nécessité d'une protection des frontières du sud à cause de la problématique des pays d'Amérique centrale. Le programme de solidarité doit aussi être considéré comme un programme de contrôle, un programme qui essaie de faire participer les communautés, les municipalités, de même que les groupes qui ont des rôles sociaux influents dans les communautés, un programme qui va essayer de solutionner des problèmes. Si c'était possible de le faire à travers les mécanismes de solidarité, d'investissements de capital, il faudrait un temps fou pour que les marginaux arrivent à sortir de cette pauvreté extrême. Au rythme actuel où ce programme se déroule, il faudrait au minimum vingt-cinq ans avant que la pauvreté diminue sensiblement. Pourquoi? A cause de la structure fondamentale, de la relation économique, de l'incapacité de créer des sources de travail, de l'impos-

sibilité de hausser les salaires sans augmenter encore l'inflation permanente. On ne peut pas non plus créer des conditions réelles favorisant les investissements au Mexique, conditions où les travailleurs auraient la possibilité d'améliorer leur formation, de s'éduquer, de participer comme une force rentable, compétente, capable de fournir une meilleure productivité. Mais l'État est absolument incapable de réaliser l'ensemble de ces programmes; alors celui de" solidarité", c'est seulement une façon de faire taire les exigences des pauvres. On peut ainsi maintenir le contrôle précisément dans ces zones où la crise pourrait éventuellement favoriser des conditions de nature à déclencher une mobilisation de ces paysans, de ces travailleurs, de ces marginaux, prêts à tout pour changer les conditions de pauvreté extrême qui sont les leurs actuellement.

«Cependant, pour l'État, les intérêts sont stratégiques: contrôles des frontières, richesses de la région comme le pétrole, le bois, les produits d'exportation comme le café, le miel et quelques autres produits alimentaires dont a besoin la nation. Il y a aussi les zones d'élevage, de culture de maïs et des haricots. Ce plan de solidarité permet à l'État de protéger les ressources de la région tout en contrôlant la marginalité et une mobilisation

populaire possible.

«Nous ne devons pas non plus perdre de vue qu'en ce moment on surveille de plus en plus la frontière sud. Il s'y déroule une véritable bataille contre les camps de réfugiés guatémaltèques afin que d'une façon ou d'une autre ils libèrent ces zones. On veut qu'ils s'établissent dans des secteurs où la main-d'oeuvre est plus nécessaire ou bien on exerce sur eux des pressions afin qu'ils retournent dans leur pays. Comme les conditions permettant leur retour au Guatemala n'existent pas, ils s'opposent très fermement, pour l'instant, à réintégrer leur pays. On veut donc les déplacer très arbitrairement et on préconise leur intégration dans des régions où Ils ne puissent pas être considérés comme de dangereux éléments, capables de déstabiliser la région frontalière.»

#### Le libre-échange : un piège pour les pauvres

«Il existe un lien entre les programmes suivants-celui de la solidarité, celui de l'armée, celui de l'exploitation des richesses naturelles-et la nécessité pour le pays d'offrir de grands secteurs aux investissements étrangers. En ce sens nous pouvons dire que l'économie du pays et le programme de modernisation tendent vers l'intégration de notre économie avec les États-Unis puisque le but visé, c'est la signature d'un traité de libre-échange.»

"Parlant du libre-échange, on ne se préoccupe pas des travailleurs, de la possibilité pour eux d'émigrer aux États-Unis. D'après certains, ce ne sera même pas nécessaire de s'arrêter à cela car une fois les usines établies au Mexique, une fois les investissements faits au Mexique, les travailleurs resteront au pays. Finalement, ce que le Mexique peut offrir à cet accord de libre-échange, c'est une main-d'oeuvre bon marché, disposée à travailler puisqu'il n'y a pas d'autre alternative. De plus, le Mexique possède des richesses naturelles, comme le pétrole et il est possible qu'on puisse l'intégrer à cette économie de libre-échange."

#### L'État et l'Église hiérarchique

«La crise qui affecte pratiquement toutes les activités économiques a contribué d'une manière importante à l'apparition de la crise politique actuelle. Elle peut être considérée comme la difficulté de plus en plus grande que le groupe au pouvoir rencontre à maintenir son autorité à travers les structures, les organismes, les méthodes qui autrefois ont été efficaces. Alors la relation entre l'Église et l'État se situe dans cette nécessité de garder au pouvoir le gouvernement actuel. C'est le gouvernement qui a pris l'initiative de faire participer l'Eglise hiérarchique, la considérant comme celle qui légitimera le pouvoir communal, les élections et les prises de positions du gouvernement de Salinas. Dans ce contexte, la hiérarchie et la Délégation apostolique essaient aussi de trouver des terrains de négociation pour tenter du même coup de gagner des privilèges et d'établir une relation qui favorise l'Église. Elle cherche le moyen d'intervenir dans l'éducation ou dans les mass media et surtout de retrouver les privilèges perdus depuis la réforme de Juárez (en 1859) afin d'être mieux défendue ou acceptée par un État où elle serait reconnue légalement. Il y a cohabitation entre l'État et l'Église, une série de relations, qui mêmes si elles sont cachées, sont en vigueur au Mexique. Cependant la délégation apostolique, la hiérarchie, connaissent la nécessité pour l'État de voir sa légitimité reconnue. C 'est l'Eglise qui peut la lui accorder. Par contre, l'Eglise ne fera pas de compromis si elle n'arrive pas à obtenir que se fasse, d'une manière ou d'une autre, la réforme de certains articles importants de la constitution où seront établies la liberté de culte, la liberté de l'enseignement de la religion dans les écoles, le recouvrement de ses biens et de sa personnalité juridique face à l'État, comme une entité qui possède sa propre autonomie.

«Nous pouvons dire que cette démarche est arrêtée actuellement parce qu'elle a suscité une série de commentaires, de discussions. Il y a des églises qui ne veulent pas que l'Église catholique obtienne des privilèges. Il y a les lenteurs des libéraux qui ne sont pas disposés non plus à ce que les réformes constitutionnelles mettent un terme aux lois libérales de Juárez. Malgré cela nous pourrions dire que l'Église a manifesté son désir de s'entendre avec l'État, de hâter cette relation. Le Pape Jean-Paul II, la délégation apostolique, la hiérarchie et la présidence de la conférence épiscopale ont proposé les conditions du retour des anciennes relations entre l'Église et l'État. Lors de sa dernière visite, le Pape Jean-Paul II a promis que s'il revenait prochainement au Mexique, ce serait en 1992 et qu'à ce moment-là les relations entre l'État et le Vatican existeraient d'une manière plus légitime et donc, que d'une certaine façon, l'Eglise du Mexique jouirait alors d'une plus grande autonomie.

«À cause de sa situation, l'Église hiérarchique n'a pas la capacité de faire face à l'État qui veut se moderniser. Elle n'a pas non plus une position historique, une attitude face aux intérêts du peuple qui lui permette de



Le camp de réfugié-e-s guatémaltèques de Via Cocalito, Mexique. Photo : Daniel Gingras

dénoncer les structures et les conditions dans lesquelles l'État essaie d'intégrer l'économie du pays à celle des États-Unis. De nombreuses années se sont écoulées depuis que les relations économiques avec les États-Unis sont allées en augmentant sans que l'Église n'intervienne. Il y a aussi le problème de la dette extérieure. L'Église hiérarchique n'est pas parvenue à exprimer clairement une position ferme face à l'État en ce qui a trait à cette dette ou à l'intégration de l'économie. L'Église n'est pas assez attentive à ce que signifie l'accord du libre-échange, à toutes les difficultés et les répercussions qui vont en découler pour les travailleurs mexicains et pour l'économie du pays, à tous les mécanismes qu'on est en train de mettre en place pour contrôler les syndicats, pour modifier la loi syndicale, afin d'empêcher que le peuple puisse se défendre des intérêts du capital. Il y a plutôt une coopération, plutôt un sentiment que le projet du gouvernement actuel cherche une façon d'apporter une réponse aux problèmes de marginalité. Il n'y a pas une analyse de l'Église hiérarchique qui puisse permettre de dénoncer l'État comme opposé aux projets des pauvres, comme un partisan de la classe possédante, comme un allié des intérêts du capital et des intérêts internationaux, lesquels sont prêts à faire main basse sur les richesses du

pays. C'est triste et préoccupant que l'Église n'ait pas cette possibilité mais qu'elle donne plutôt l'image d'une Église qui est capable de se compromettre avec l'État pour conclure un marché. Cette Église hiérarchique qui, d'une certaine façon est en train de se préparer à avoir un plus grand espace d'action dans l'éducation ou dans les moyens de communication, ne recherche pas le moyen de faire avancer un projet d'église engagée avec les pauvres.

"Car il existe bien une église populaire qui s'exprime et qui vit sa foi dans un engagement sincère avec un sentiment de profonde solidarité. Toutefois, ce n'est pas cette église qui se lie à l'État. Au contraire, c'est elle qui est en danger car c'est elle qui d'une certaine façon se retrouve sur la table des négociations. Elle existe, au Mexique, cette église qui est capable de s'engager dans les luttes populaires, de réviser de fond en comble son engagement de la foi devant les structures de domination. Elle a des bases dans le peuple, elle a surgi de la foi et de la conscience des chrétiens. Voilà pourquoi d'une certaine façon, elle se retrouve sur la table des négociations."

#### Répercussions

«Impossible de penser qu'il n'y aura pas de suites à cette concertation Église-État. Ce dernier voudra obtenir certains accords sur les mécanismes de contrôle de cette "autre" église ou de l'expression de la foi des chrétiens ou des ministres engagés avec le peuple. Déjà on peut déceler des signes que l'État va profiter de cette relation pour essayer d'indiquer à l'Église hiérarchique certains mécanismes pour contrôler des prêtres, des religieux et des religieuses engagés avec le peuple. Nous devons donc être attentifs car cela, c'est une partie du contrôle qu'on veut avoir sur la théologie de la libération, déjà mal vue de l'Église universelle et encore plus du Vatican qui veut rendre illégitime cette église née du peuple, cette capacité de réfléchir et d'agir à l'intérieur d'un engagement de foi concrèt. Cette foi croit dans la capacité de l'homme, dans sa capacité d'amour, dans le dévouement, dans le don de la vie pour son frère afin que surgisse la vie, foi dans la lutte contre la mort, le péché, la domination, l'injustice. La hiérarchie de l'Église essaie de se donner le beau rôle , de se faire un jugement sur la théologie de la libération. Il est certain que les intérêts de cette Église institutionnelle vont avoir des répercussions sur ce contrôle que l'État veut exercer sur les expressions de la foi d'un peuple en marche. Nous voyons que présentement, à la table des négociations, cette nécessité de contrôler l'église des pauvres est présente. C'est pourquoi nous ne considérons pas que la relation de l'État et du Vatican, de l'Église du Mexique et de l'État va dans le

sens de la création de nouvelles conditions pour le peuple mais plutôt dans le sens d'une lutte afin de mieux contrôler le peuple.

«Mais, nous devons garder confiance. L'espérance naît de la lutte du peuple. Il existe des groupes de chrétiens engagés; les communautés de base ont engendré une conscience religieuse populaire et libératrice. Il existe des options fondamentales de la foi qui nous indiquent qu'il est possible d'opérer la transformation de l'homme et celle de la société, de rencontrer Dieu dans la construction de la nouvelle société, de ne pas perdre la dimension de sa foi. Le chrétien, dans son engagement légitime et concret ne laisse pas de côté sa mission de croire, de bâtir le royaume, de travailler pour la justice. C'est une espérance, c'est ce qui, d'une certaine manière, alimente la lutte du peuple. D'une certaine façon elle sera toujours présente malgré les conditions, malgré le contrôle, malgré tous les mécanismes du pouvoir pour détruire les organisations du peuple. Malgré cela, sa lutte, son engagement demeurent présents. Et cela, c'est une espérance! »

\* JORGE SANTIAGO S.

THÉOLOGIEN, TRAVAILLE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LES COMMUNATÉS PAYSANES INDIGÈNES DE L'ÉTAT DE CHIAPAS, MEXIQUE, DEPUIS 1974. DIRECTEMENT ASSOCIÉ À LA RECHERCH D'UN ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES.

| Nom     |             |
|---------|-------------|
| 10111   |             |
| Adresse |             |
| Ville   | Code postal |

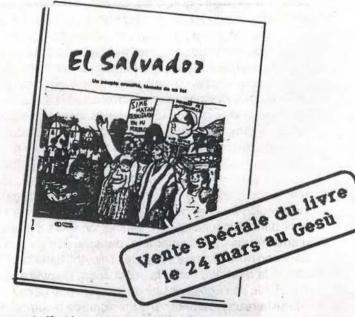
avec la collaboration de plusieurs personnes des milieux chrétiens de solidarité et de «Développement et Paix», viennent de publier:

# El Salvado?

Un peuple crucifié, témoin de sa foi

108 pp.

Des chrétiens et des chrétiennes du Salvador vivant dans les camps de réfugiés, dans les bidonvilles ou dans les zones de guerre livrent ici leur témoignage. C'est la voix du peuple salvadorien en quête de justice. C'est la voix de Mgr Romero, ressuscité dans son peuple.



«Il faudrait lire ce livre en repentir de notre contribution - tant au Salvador qu'ailleurs - à cette tragédie. Mais lisons-le aussi avec toute gratitude envers les pauvres, pour ce qu'ils nous offrent et nous enseignent. Lisons-le surtout avec la ferme détermination de défendre la vie et la dignité des pauvres.

Nous deviendrons de la sorte un peu plus humains, un peu plus chrétiens.»

Jon Sobrino, s.j.

1990 : 10e anniversaire du martyre de Mgr Oscar Romero

1990 : ler anniversaire du martyre de six jésuites et deux femmes 1990 : l'injustice et l'oppression au El Salvador continuent...

#### BON DE COMMANDE

Adresser votre commande à :

#### LIBRAIRIES DES ÉDITIONS PAULINES

4362, Saint-Denis Montréal, QC, H2J 2L1 Tél. (514) 849-3585 Fax (514) 849-6791 249, rue Parent St-Jérôme, QC, J7Z 1Z8 Tél. (514) 436-7554

## Sommaire

| D'ombres et de lumières                                     | 2  |
|---|----|
| Élection du président Aristide                              | 3  |
| Autopsie d'une révolution                                   | 5  |
| Lettre de S.M. Arceo  | 7  |
| La paix nous concerne                                       | 8  |
| Déclaration des théologiens sur la guerre au Moyen Orient   | 9  |
| Guillermo Ungo  | 10 |
| La dette contre le développement                            | 11 |
| Nicaragua : les chrétiens sociaux et la crise du socialisme | 14 |
| Échange de cuisines collectives                             | 21 |
| Une rencontre avec J. Santiago S.                           | 24 |
|   |    |

Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année. Adresse : 25, rue Jarry ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541.

Veuillez prendre note que le nouveau numéro de télécopieur du Comité chrétien est (514) 387-5550.

Ont collaboré à ce numéro: André Bélanger, Lisette Dubois, Louise Garnier, Daniel Gingras, Gertrude Lavoie, Nicole Leduc, Clotilde Lemay, Edouard Morin, Madeleine Perreault, Jean Robitaille, Marta Viscarra et "Traducteurs Sans Frontière".

Dépot légal à la Bibliothèque nationale du Québec

| coupon pour vous abonner au  | u Caminando ou pour abonner un-e ami-e         |
|------------------------------|--|
|                              |  |
|                              |  |
|                              | Code postal                                    |
| ment (5 numéros par année) : | Code postal  10 \$ au Canada et 12 \$ à l'étra |